

Équipe 3

Affaire suivie par : Jennifer DESANDERE

Lille, le 12 mai 2021

Tél. : 03 44 10 54 29

Courriel : jennifer.desandere@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : IC-R/0084/21-JD

Vos réf. : Dossier de conformité 2019 BREF traitement des
déchets et prescriptions de l'AM du 22/04/08 – Ferme du
Bois à Monchy-Humières

Rapport de l'Inspection de l'Environnement chargée des Installations Classées

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Ferme du Bois – Plate-forme de compostage de Monchy-Humières
Suite donnée au dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques
disponibles relatives au traitement des déchets

Réf. : Dossier de réexamen transmis au préfet par courrier de l'exploitant au mois d'août 2019

PJ : Projet de lettre à transmettre à l'exploitant

1. Activités et situation administrative de l'établissement

La société Compost'Oise exploite sur son site de Monchy-Humières une activité de valorisation
agronomique des déchets verts pour la fabrication de matières fertilisantes de type amendement organique
(compost) conforme à la norme NF U 44-051.

L'installation de compostage comprend :

- une aire de réception, de tri et de contrôle des matières entrantes (1 500 m²) ;
- une aire de stockage des végétaux entrants (1 500 m²) ;
- une aire de fermentation aérobie (3 000 m²) ;
- une aire de maturation (7 500 m²) ;
- une aire d'affinage, de criblage et de formulation (1 500 m²) ;
- une aire de stockage de compost avant expédition (2 000 m²).

La partie dédiée au compostage est équipée d'un bassin de récupération des eaux pluviales (1 500 m³).

La capacité maximale journalière de traitement est de 83,3 tonnes par jour d'après l'arrêté préfectoral du 8
février 2019.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont réglementées par les actes administratifs suivants :

- l'arrêté du 19 octobre 2001 statuant sur la demande présentée par Monsieur le Directeur Général de la Société des Espaces Verts (SEV) en vue d'exploiter une plate-forme de recyclage des déchets végétaux à Monchy-Humières ;
- le récépissé du 22 mai 2014 donnant acte à l'EURL FERME DU BOIS de sa déclaration de changement d'exploitant ;
- le récépissé du 16 juin 2016 donnant acte du nouveau tableau de classement des installations relevant notamment de la rubrique 3532 : *valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...], soit 83,3 t/j.*
- l'arrêté préfectoral du 8 février 2019 réglementant l'exploitation des activités de compostage de l'EURL LA FERME DU BOIS sur la plate-forme de la commune de Monchy-Humières.

Les dispositions des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont donc applicables à l'installation.

2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables

2.1 DOSSIER DE RÉEXAMEN

En application de l'article R. 515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3532, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 17 août 2018.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2019 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet dans le courant du mois d'août 2019.

2.2 RÉVISION DES PRESCRIPTIONS ET DÉLAI D'APPLICATION

L'article R. 515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3532, comme l'établissement Compost'Oise de la commune de Monchy-Humières, l'exploitation en conformité avec les MTD pour le traitement des déchets doit donc être effective pour le 17 août 2022.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée :

- 3510 hors installations de lagunage ;
- 3531 hors installations d'élimination des laitiers ;
- 3532 hors installations de valorisation des laitiers ;

- 3550 ;
- 3710 lorsque l'installation traite les eaux résiduaires rejetées par une ou plusieurs installations classées au titre des rubriques susmentionnées ou un mélange d'eaux résiduaires lorsque la charge polluante principale est apportée par une installation classée au titre des rubriques susmentionnées.

3. Instruction du dossier de réexamen

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R. 515-58 du code de l'environnement concerne l'ensemble des installations sur le site de Monchy-Humières, bien que cela ne soit pas précisé dans le dossier de réexamen.

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets qui sont applicables aux installations de l'établissement sont les suivantes :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
1	Système de management environnemental (SME) pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.I	X
2	Techniques génériques pour l'amélioration des performances environnementales globales	2.II + 3.1.I	X
3	Tenue à jour d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux pour faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air	2.III	X
4	Techniques génériques pour réduire le risque environnemental associé à l'entreposage de déchets	3.1.I	X
5	Procédures de manutention et de transfert des déchets	3.1.II	X
6	Surveillance des principaux paramètres de procédé	2.IV.2.a	X
7	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'eau	2.IV.2.b	Circuit fermé, pas de rejet d'eau dans le milieu naturel
8	Respect des normes de surveillance des rejets dans l'air	2.IV.1	Pas d'émission canalisée dans l'air
9	Techniques de surveillance des émissions diffuses de composés organiques dans l'air pour certains procédés de traitement sur ou impliquant des solvants	3.4.I	Pas de traitement sur solvants ou impliquant des solvants
10	Surveillance périodique des odeurs	2.IV.1	X
11	Surveillance annuelle de la consommation d'eau, d'énergie, de matières premières, de la production de résidus et d'eaux usées	2.I	X
12	Plan de gestion des odeurs	3.1.III.2	X
13	Techniques génériques pour éviter ou réduire les odeurs	3.1.III.1	X
14	Techniques génériques pour éviter ou réduire les émissions de poussières, de composés organiques et d'odeurs dans l'air	3.1.VI	X
15	Techniques génériques pour assurer un recours au torchage uniquement pour raisons de sécurité ou pour des situations opérationnelles non routinières (démarrage, arrêt...)	3.1.V	Pas de torchère (non applicable)
p16	Techniques génériques pour réduire les émissions des torchères	3.1.V	Pas de torchère (non applicable)
17	Plan de gestion du bruit et des vibrations	3.1.IV.2	X
18	Techniques génériques pour éviter ou réduire le bruit et les vibrations	3.1.IV.1	X
19	Techniques génériques pour optimiser la consommation d'eau, réduire le volume d'eaux usées, et éviter ou réduire les rejets dans le sol et l'eau	3.1.VII	X
20	Techniques génériques de traitement des eaux usées pour réduire les rejets dans l'eau, et niveaux d'émissions associés à ces techniques pour les rejets directs et/ou indirects dans une masse d'eau réceptrice (NEA-MTD)	3.1.X + 3.2.III + 3.3.IV + 3.4.IX + 3.5.III	X

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
21	Techniques génériques pour éviter ou limiter les conséquences des accidents et des incidents	3.1.VIII	X
22	Utilisation rationnelle des matières	CE**	X
23	Efficacité énergétique	3.1.IX	X
24	Réutilisation des emballages	CE**	X
TRAITEMENT MECANIQUE DES DECHETS			
25	Techniques pour réduire les émissions de poussières, de particules métalliques, de PCDD/F et de dioxines de type PCB dans l'air, et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	Non applicable
26	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et éviter les émissions dues à des accidents ou des incidents	3.2.I	Non applicable
27	Techniques pour éviter les déflagrations et en réduire les émissions	3.2.I	Non applicable
28	Maintien d'une alimentation stable du broyeur pour une utilisation efficace de l'énergie	3.2.I	Non applicable
29	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de certains déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	Non applicable
30	Techniques pour éviter les explosions lors du traitement des certains DEEE	3.2.II	Non applicable
31	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	Non applicable
32	Techniques de collecte, traitement et surveillance d'émissions de mercure dans l'air résultant du traitement de DEEE contenant du mercure et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.2.III	Non applicable
TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES DECHETS			
33	Sélection des déchets entrants	3.3.I	X
34	Techniques pour réduire les émissions canalisées de poussières, de composés organiques, de composés odorants (dont H ₂ S et NH ₃) dans l'air et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.3.III + 3.3.V	Pas d'émissaire canalisé
35	Techniques pour limiter la production d'eaux usées réduire la consommation d'eau	3.3.II	X
36	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement aérobie	AM*** comp/m ét	X
37	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, les dégagements d'odeurs et de bioaérosols dans l'air pour le traitement aérobie	AM*** comp/m ét	X
38	Surveillance ou modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés pour le traitement anaérobie	AM*** comp/m ét	Non applicable
39	Techniques pour réduire les émissions dans l'air pour le traitement mécanobiologique	3.3.IV	Non applicable
TRAITEMENT PHYSICOCHIMIQUE DES DECHETS			
40	Techniques de surveillance des déchets entrants pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux	3.4.II	Non applicable
41	Techniques pour réduire les émissions diffuses de poussières, de composés organiques et de NH ₃ dans l'air pour le traitement physicochimique des déchets solides ou pâteux et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.II	Non applicable
42	Surveillance de la teneur en composés chlorés des déchets entrants pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	Non applicable
43	Techniques pour réduire la quantité de déchets à éliminer pour le reraffinage des huiles usagées	3.4.III	Non applicable
44	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l'air pour le reraffinage des huiles usagées et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.III	Non applicable

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG WT*	MTD applicables
45	Techniques pour éviter ou réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant du traitement de déchets à valeur calorifique et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.IV	Non applicable
46	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales de la régénération de solvants usés	3.4.V	Non applicable
47	Techniques pour réduire les émissions de composés organiques dans l'air résultant de la régénération de solvants usés et niveau d'émissions associé à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.V	Non applicable
48	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	Non applicable
49	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de HF, de poussières et de composés organiques dans l'air résultant du traitement thermique du charbon actif usé, des déchets de catalyseurs et des terres excavées polluées	3.4.VI	Non applicable
50	Techniques pour réduire les émissions de poussières et de composés organiques dans l'air résultant de l'entreposage, de la manipulation et du lavage des terres excavées polluées	3.4.VII	Non applicable
51	Techniques pour améliorer les performances environnementales globales et réduire émissions canalisées de PCB et de composés organiques dans l'air	3.4.VIII	Non applicable
TRAITEMENT DES DECHETS LIQUIDES AQUEUX			
52	Techniques de surveillance des déchets entrants	3.4.I	Non applicable
53	Techniques pour réduire les émissions de HCl, de NH ₃ et de composés organiques dans l'air et niveaux d'émissions associés à ces techniques (NEA-MTD)	3.4.II + 3.4.III	Non applicable

* AMPG WT : arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

** CE : cette technique est déjà applicable dans le respect du code de l'environnement (CE).

*** AM comp/mét : cette technique sera reprise dans des arrêtés ministériels à venir relatifs aux installations de compostage et de méthanisation.

Il ressort que l'exploitant n'a pas réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques en octobre 2019.

En effet, un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement n'a pas été formalisé par l'exploitant.

Toutefois, au terme de cet examen, l'exploitant ne fait pas de demande de dérogation à une NEA-MTD et ne demande pas d'appliquer de MTD alternative. Dans ce dossier de réexamen, l'exploitant ne détecte pas non plus de non-conformité - sans indiquer clairement en conclusion que ses installations sont en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets qui lui sont applicables.

A la lecture du dossier présenté, bien que peu étayé, on peut en déduire que la mise en conformité complète des installations avant l'échéance réglementaire du 17 août 2022 est accessible, notamment en raison de la simplicité du procédé.

Par ailleurs, aucune plainte en matière de bruit ou d'odeur n'a été enregistrée par l'inspection des installations classées. L'exploitant indique que le village se situe à 2500 mètres de l'installation. Seule la maison du gérant est à 400 mètres. L'installation n'est donc pas située dans une zone sensible et pour laquelle des nuisances sonores ou olfactives sont probables ou constatées.

Il apparaît, au terme de l'instruction de ce dossier de réexamen, que l'exploitant devra s'engager par écrit à respecter les Meilleures Techniques Disponibles liées à son activité pour l'échéance réglementaire citée supra.

4. Instruction du rapport de base

Enfin, contrairement aux dispositions du paragraphe 3 du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas transmis de rapport de base ou de mémoire justificatif de non-soumission au rapport de base.

L'exploitant devra prouver que son installation n'est pas éligible aux critères d'entrée dans la démarche du « rapport de base » ou transmettre à Madame la Préfète un rapport de base.

5. Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées

Il convient de noter qu'à la suite de l'inspection du 19 mai 2020, il a été convenu que l'exploitant et l'inspection des installations classées revoient certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 afin que celles-ci correspondent à la fabrication de composts normés de déchets verts, et non d'un autre type de compost.

L'arrêté préfectoral devra donc faire l'objet d'une révision dans les meilleurs délais.

L'inspection invite donc l'exploitant à :

- redéfinir son périmètre IED conformément au guide pour la simplification du dossier de réexamen à consulter sur le site AIDA INERIS ;
- s'engager par écrit sur la conformité de son site de la Ferme Du Bois vis-à-vis des MTD qui lui sont applicables ;
- transmettre un rapport de base ou un mémoire justificatif de non-soumission au rapport de base.

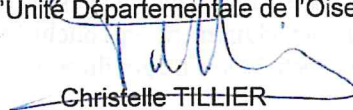
Rédacteur

L'Inspecteur de l'Environnement
spécialité installations classées



Jennifer DESANDERE

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France – A l'attention du Chef du Service Risques.
La Cheffe de l'Unité Départementale de l'Oise par intérim



Christelle TILLIER

Valideur

L'Inspecteur de l'Environnement, spécialité installations classées



Laura DI NATALE

Approbateur

Vu et transmis avec avis conforme à Madame la Préfète de l'Oise

Lille, le 12 mai 2021

Pour le directeur et par délégation,



Laurent
COURAPIED
laurent.courapied
2021.05.11
14:40:38 +02'00'

Équipe 3

Affaire suivie par : Jennifer DESANDERE

Lille, le 12 mai 2021

Tél. : 03 44 10 54 29

Courriel : jennifer.desandere@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : IC/0114/21-JD

Objet : Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets

Réf. : Votre dossier de réexamen transmis par courrier au mois d'août 2019

Monsieur,

En application de l'article R. 515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courrier visé en référence votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018.

Le respect de ces MTD vous est applicable à compter du 17 août 2022, soit 4 ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R. 515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, **je vous demande dans un délai d'un mois :**

- **de nous faire part de votre engagement de mise en conformité** de l'exploitation de vos installations en regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées ;
- **de redéfinir le périmètre IED de vos installations** conformément au guide pour la simplification du dossier de réexamen à consulter sur le site AIDA INERIS ;
- **de faire parvenir à la préfecture de l'Oise un justificatif de non soumission au rapport de base (ou un rapport de base dans un délai de six mois)**, conformément au paragraphe 3 du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement. Pour cela, vous pourrez vous appuyer sur le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED.

Je vous rappelle également que le respect des meilleures techniques disponibles 22 et 24 relatives à l'utilisation rationnelle des matières et au développement de la réutilisation des emballages est un des principes inscrits dans le Titre IV du livre V du code de l'environnement (notamment aux articles R. 543-66 et suivants) qui vous est déjà applicable.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

**L'Inspecteur de l'Environnement
spécialité installations classées**



Jennifer DESANDERE

